Editorial

initiative pour une caisse maladie unique et sociale

Trop souvent, lors de votation populaire, le peuple doit se prononcer sur des objets d'une telle complexité que se faire une opinion rationnelle et non émotionnelle demande un travail d'investigation déraisonnable. La campagne actuelle au sujet de la caisse unique pourrait

laisser penser que l'on se trouve dans un tel cas de figure. En effet, très vite, le débat tourne autour de fiscalité, de maîtrise des coûts, de système de santé et autres sujets «techniques». Cette complexification du débat n'a pour but que d'embrouiller les votants et les inciter à refuser un changement par peur de l'inconnu. Les initiants ont pourtant eu la sagesse de soumettre un texte qui laisse au parlement le soin de régler les détails techniques et qui défend uniquement des principes généraux, et plus précisément, des valeurs chères à notre société telles que la solidarité et la démocratie.

Concentrons-nous donc sur ce qu'il adviendra du maintien et de la défense de ces deux valeurs en cas de refus ou d'acceptation de l'initiative.

En supprimant la chasse aux mauvais risques et en instaurant des primes calculées sur la base de la capacité financière, le principe de solidarité entre jeunes et moins jeunes, bien portants et malades ou riches et pauvres sera garanti par la caisse unique. Le système actuel et ses dernières tendances nous amèneront en revanche à une diminution cruelle du principe de solidarité. En effet, que ce soit par le biais de directeurs de caisse maladie ou de lobbyistes «intentionnés», plusieurs propositions actuellement à l'étude sont pour le moins inquiétantes: augmen-

tation des primes avec l'âge, augmentation de la participation des assurés malades, diminution du catalogue des prestations, etc.

Quant à la notion de démocratie dans la gestion de notre politique de la santé, le système actuel est simplement scandaleux. Il est indécent qu'une assurance sociale obligatoire soit sous l'emprise des lobbies des assureurs, ce qui est malheureusement le cas aujourd'hui. La situation actuelle leur donne vraisemblablement un sentiment de supériorité qui s'est caractérisé par une arrogance détestable et des dérives telles que l'intimidation de certains médecins ou le financement de la campagne contre l'initiative avec l'argent versé par les assurés. Du point de vue démocratique, la caisse unique nous fera faire un pas en avant avec la mise sur pied d'une direction tripartite réunissant des représentants de l'Etat, du corps médical et des assurés.

Les enjeux de la votation du 11 mars sont donc simples. Voulonsnous, OUI ou NON, la défense des principes de solidarité et de démocratie dans notre système d'assurance maladie ?

Sommaire

Editorial Votation pour ou contre l'initiative pour une caisse unique - oui ou non la défense

des principes de solidarité et de démocratie

Regard Cliché social de Las Piedras, Uruguay

Témoignage Première année de travail à Tacurú, Uruguay

Echange Automne en Suisse, printemps en Uruguay **Sud-Nord**

Découverte De La Chaux-de-Fonds au Sénégal

Départs Cindy, Simon et Marieke, Roger, Jérôme

Stage Pas facile d'atteindre ce but

Robin Delisle

Cliché social de Las Piedras

Julián est arrivé à Montevideo au moment du changement de gouvernement. Après 2 ans de volontariat auprès de Fundación Centro de Educacion Popular (http://canelones.chasque.net/CEP/), il pose un regard critique sur la situation économique et sociale des Uruguayens. Il nous propose ici une tranche de vie.



Montevideo: quartier pauvre

Photo: D. Caselli

Il est 9 heures du matin, les deux avenues principales et la places centrale commencent à peine à s'agiter. Devant la banque, ce premier jour du mois, la queue s'étire sur plusieurs «cuadras»¹. Femmes, enfants, vieillards attendent les bras croisés, en ordre, le thermos sous le bras, le maté dans la main. La banque n'ouvre qu'à une heure de l'après-midi, mais pour eux, seulement, les portes s'ouvrent dans la matinée. Les personnes bénéficiaires du «Plan de Emergencia Social²» se pressent alors pour percevoir le revenu citoyen, autrement dit les 1300 pesos, soit 55 dollars, que le gouvernement donne aux plus démunis.

C'est ainsi depuis presque deux ans, mais la fin de ce programme est proche. En septembre 2007 plus précisément, il faudra trouver une autre alternative pour continuer à survivre, surtout que les changements promis par le gouvernement du Frente Amplio, le fameux pays productif, la réduction du chômage et la diminution de la pauvreté sont encore vraiment très, très loin de se concrétiser.

Bienvenue à Las Piedras

Las Piedras... étrange mélange de petite ville de province, de cité dortoir et de terrain vague. Dire qu'on y habite ou qu'on y travaille, c'est entendre invariablement en retour le même commentaire: «Pah! Está salado!»³

La deuxième ville d'Uruguay accumule, en effet, les records: taux de pauvreté, taux de chômage, taux de délinquance. A huit «cuadras» au nord de la place centrale commence CORFRISA, un bidonville, à 10 «cuadras» à l'ouest, Villa Ilusión, autre bidonville, au sud, La Pilarica, à l'est, Santa Isabel... Puis tout autour, dispersés sur des kilomètres, les «Villas» quartiers pauvres, de plus en plus pauvres même.

A 25 kilomètres de Montevideo, Las Piedras souffre doublement de la proximité de la capitale: celle-ci, en effet, absorbe les entreprises pendant que Las Piedras absorbe les déplacés de l'intérieur du pays qui, chassés par la misère des campagnes, s'installent près de Montevideo pour y chercher désespérément un travail. Or, le billet de bus pour se rendre à Montevideo coûte 25 pesos⁴, 50 pesos l'aller-retour, et le salaire pour n'importe quel petit boulot non qualifié tourne autour de 15 ou 20 pesos de l'heure. Travailler deux ou trois heures par jour pour payer seulement le transport entre le domicile et le lieu de travail, voilà qui décourage. Pour les plus tenaces, l'option préférentielle reste donc la bicyclette... 50 kilomètres par jour.

Survivre en zone sinistrée

A Las Piedras même, hélas, trouver un emploi tient du miracle... La crise dévastatrice qui a frappé le pays durant l'année 2002 a poussé à la faillite petits commerces, supermarchés, petits producteurs ruraux et industries. Economiquement, la zone est sinistrée.

Aujourd'hui, tout au long de l'ancienne route n° 5, celle qu'empreinte l'omnibus pour arriver à Las Piedras, les locaux commerciaux sont vides, abandonnés, délabrés. Les écriteaux annonçant la vente d'une maison ou d'une propriété se multiplient inlassablement au point que le voyageur a l'impression que toute la région est à vendre. Celui qui a la chance de conclure un marché ramasse son argent et se dirige vers l'aéroport. Ici tout le monde a un ami, un parent ou une connaissance en Espagne, au Canada ou aux Etats-Unis. Les discussions tournent souvent autour de leur succès à l'étranger: «Il envoie de l'argent à la famille. Il a du travail. Il a acheté une moto, une voiture, une maison. Il s'est marié et il revient pour les vacances de Noël».

Qui peut s'installer à Montevideo a de l'espoir, qui peut résider à Buenos Aires a de la chance, qui peut partir de l'autre côté de l'Equateur a la solution. Presque personne ne parle des difficultés que vivent les migrants au-delà des frontières. Les difficultés sont ici, le futur semble être loin du pays et loin de Las Piedras surtout.

Dans cette petite ville du département de Canelones, ils ne sont pas peu nombreux, femmes ou hommes, qui cherchent la sécurité économique en s'enrôlant dans l'armée. S'ils ont de la chance, ils surveilleront le mausolée qui se trouve au bout de l'avenue principale, près de l'obélisque commémorant la victoire des troupes indépendantistes commandées par José Artigas sur les Espagnols, le 18

Cuadras: expression qui signale la distance d'une rue à une autre.

Plan d'Urgence Sociale.

Littéralement "C'est salé!" Ce qui veut dire quelque chose comme c'est compliqué, c'est dangereux.

²⁴ pesos = environ 1 dollar

mai 1811, lors de la décisive bataille de Las Piedras. S'ils sont moins chanceux, ils partiront peut-être en Haïti ou au Congo avec les troupes uruguayennes qui y sont déployées dans le cadre des missions de «maintien de la paix» de l'ONU. Là-bas, ils devront combattre, pauvres contre pauvres, pour un salaire qui vu d'ici n'est pas si mauvais.

Certains trouvent une solution fragile et éphémère à la précarité à travers les «changas», petits boulots temporaires dans les vergers, les vignes, la distribution de prospectus ou la construction. D'autres s'essayent dans le secteur informel tel que le ramassage et le recyclage d'ordures, la surveillance de voitures dans les parkings, la vente «de porte à porte» ou dans les omnibus. La mendicité enfin est le recours des enfants, des vieux et des handicapés. La rentabilité, malheureusement, n'est pas le propre de ces activités et la concurrence est sans pitié. Alors le vol, le recel et le trafic de drogue peuvent se convertir en alternatives intéressantes.

Ceux qui ont un revenu fixe possèdent l'étonnant privilège d'accumuler un, deux ou trois emplois à la fois, parfois dans des villes différentes. Pour pouvoir joindre les deux bouts, il n'y a pas d'autre possibilité. La précarité de l'emploi est la norme et l'Uruguay est un pays cher. Un loyer modeste à Montevideo tourne, effectivement, autour des 3'000 à 4'000 pesos, le transport urbain coûte 15 pesos chaque trajet, les carburants atteignent presque le même prix qu'en Suisse (1 franc 80 le litre d'essence) et l'eau, le gaz et l'électricité ne cessent d'augmenter. Enfin, un salaire total de 10'000 ou 12'000 pesos est généralement considéré comme un bon revenu.

Statu quo

Quoi qu'en disent les statistiques macroéconomiques qu'exhibe triomphalement le gouvernement, le contexte est de faillite sociale et économique. Rien n'a réellement changé pour le quotidien des Uruguayens les plus vulnérables depuis l'avènement du centre-gauche au pouvoir. Les politiques sociales n'ont pas rompu avec le traditionnel assistentialisme des gouvernements précédents et «l'aumône» que lâche chaque mois aux plus pauvres le Ministère de Développement Social a les jours comptés.

Finalement, l'imminente signature d'un traité de libéralisation du commerce avec les Etats-Unis et l'éloignement sensible de l'Uruguay du MERCOSUR prennent totalement à contre-pied les efforts que d'autres pays latino-américains (Venezuela, Bolivie et Equateur maintenant) paraissent disposés à faire pour apporter des réponses profondes à des situations similaires à celles qui se vivent quotidiennement Julián Melián à Las Piedras.

Première année de travail à Tacurú

Frédéric, éducateur, est volontaire en Uruguay. Il nous livre ici le bilan de sa première année de travail au sein de Tacurú, organisation qui prend en charge les jeunes défavorisée d'un quartier de Montevideo. (www.tacuru.org.uy)



Montevideo: activité de loisir des jeunes, le foot

Photo: F. Moulin

pour se faire une petite idée sur le fonctionnement d'une institution du sud. C'est également une période qui permet d'écarter les idées préconçues avec lesquelles nous étions inévitablement arrivés. Il est important de bien observer ce qui se fait et ne pas vouloir tout changer tout de suite. Tout est tellement différent, à commencer par le rythme de travail, la circulation des informations, les méthodes et outils utilisés.

Durant cette première année, j'ai tout

Une année est le temps nécessaire fonctionnement complexe de Tacurú, fais connaissance avec les gens et repéré qui travaille dans quel projet. Je me suis ensuite penché sur ce qui ce fait en matières d'activités sportives et récréatives. Une fois établi, cet «état des lieux» m'a servi de point de départ pour concevoir un projet concret pouvant servir au plus grand nombre. L'idée est de proposer des changements au niveau institutionnel qui s'instaurent dans le programme des jeunes.

Il existe peu d'activités de loisirs et les d'abord essayé de comprendre le linfrastructures existantes sont peu entretenues. J'ai donc pris l'option de proposer une amélioration des terrains de sport afin de susciter la motivation chez les jeunes à pratiquer des activités physiques. Il existe également à Tacurú une salle peu utilisée qu'il serait intéressant de transformer en un lieu de rencontre convivial. Evidemment toutes ces transformations dépendent de moyens que l'institution n'a pas et une facette de mon travail, méconnue pour moi à ce jour, consiste à solliciter l'aide, par exemple matérielle ou financière, de divers organismes.

Tacurú de l'intérieur

A Tacurú l'option a été prise d'établir un système dit «horizontal», c'est-àdire que tout le monde se trouve sur le même pied d'égalité. Une équipe de direction composée de religieux et de laïcs se concentre sur les lignes directrices principales de l'institution. Au niveau du personnel, les gens sont responsables du contenu des cours et de la formation en ateliers. Cela laisse une marge de manoeuvre intéressante pour les éducateurs qui, chacun à son niveau, ont la liberté d'organiser leur travail comme ils l'entendent.

Il s'agit des omnibus qui ne sortent pas des limites de Montevideo.

Toutefois, vu l'immensité et la complexité de Tacurú, (120 collaborateurs et près de 1000 jeunes) il est extrêmement difficile de synchroniser les actions sur le terrain. De plus, un manque de coordination entre les différents secteurs rend parfois les choses encore plus compliquées.

Dans le projet des «Convenios Educativos Laborales» où je travaille, l'équipe «technique» composée d'une quinzaine de personnes, psychologues, assistants sociaux et éducateurs pour la plupart, se rencontre toutes les deux semaines pour un colloque. Lors de ces réunions se traitent essentiellement des points d'organisation et un espace est rarement laissé pour travailler sur le fond.

Sur le terrain, en contact direct et permanent avec les jeunes, agissent les coordinateurs. Ce sont les personnes qui organisent le travail et gèrent les équipes allant de 15 à 50 jeunes. Là aussi des liens renforcés entre les différents niveaux permettraient une meilleure cohésion et un gain de temps et d'énergie profitable à l'ensemble des protagonistes.

Les zones de travail sont déterminées lors de l'attribution des travaux par l'Intendance Municipale de Montevideo, principal bailleur. Les exigences sont élevées et le cadre de plus en plus restrictif. On observe par exemple une diminution du temps octroyé à chaque projet. Ce qui signifie que les projets qui auparavant duraient un an renouvelable sont maintenant réduits à 6 mois renouvelables une fois. Cela implique que chaque 6 mois Tacurú doit remplir une demande de financement. La concurrence entre les ONG pour décrocher les travaux est bien réelle et il n'existe aucune garantie. La perte d'un financement entraîne la fermeture du projet et la perte d'emploi pour toutes les personnes concernées. Ce qui fait que les coordinateurs ne savent jamais au delà de 6 mois de quoi leur avenir sera fait. Par chance Tacurú est une organisation active dans la zone depuis maintenant 25 ans. Avec les années, elle s'est forgée une bonne réputation qui permet une collaboration de confiance avec les autorités municipales.

Plus concrètement, dans mon travail quotidien, nous avons terminé le championnat de foot avec une belle victoire des «Aguilas del 11» (les Aigles de la zone 11). Le premier prix était un repas dans un restaurant de type buffet à volonté pour toute l'équipe, ainsi que pour l'équipe ayant remporté le prix «fair play». C'est ainsi que je me suis rendu avec une vingtaine de jeunes pour partager ce repas dans une ambiance des plus chaleureuses. Pour la plupart d'entre eux, l'occasion de manger au restaurant est inexistante et certains ont vraiment bien profité du moment.

La place des femmes

Toujours dans le domaine des activités sportives, j'ai proposé l'organisation d'un tournoi de volley-ball féminin. Cela n'a pas du tout marché et il y a diverses raisons à cela. Tout d'abord le foot occupe une telle place dans la vie des Uruguayens qu'ils ne manifestent que peu d'intérêt pour d'autres sports. L'éducation physique est théoriquement obligatoire dans l'enseignement mais dans la pratique il en va tout autrement, du moins dans le système public où le personnel enseignant travaille avec énormément d'enfants et des moyens souvent dérisoires.

Ensuite l'espace réservé aux filles sur les terrains de sport ou dans des activités de loisirs est fort restreint. La plupart d'entre elles doivent en plus faire face, très jeunes, à des obligations familiales. Dans les quartiers les plus défavorisés, une grande partie des adolescente est maman vers 16 ans, parfois moins. Pour beaucoup d'entre elles, la maternité est un moyen de s'affranchir de l'autorité parentale et l'illusion d'une vie indépendante. Très vite une grande majorité doit déchanter et un retour prématuré au foyer parental est souvent la seule manière de survivre. De ce fait il n'est pas rare que les familles se retrouvent à 12 ou 15 dans des maisons prévues pour abriter 6 personnes. Il existe quelques campagnes de planning familial destinées aux adolescents mais pour que l'impact soit réel, il serait nécessaire d'instaurer dès les années primaires des cours d'éducation sexuelle.

Substances et dépendances

Il existe depuis quelques années en Uruguay un fléau appelé la «pasta base». Il s'agit d'une substance extraite des résidus produits lors la fabrication de la cocaïne. A cela sont ajoutés divers solvants comme de la parafine,

de la benzine, de l'éther et de l'acide sulfurique. Généralement, ce produit se fume mélangé à du tabac ou à de la marijuana. Les effets sont extrêmement violents mais de courte durée avec par contre une dépendance au produit très rapide.

A l'époque de sa sortie, le crak avait été surnommé la cocaïne du pauvre. On pourrait dire ici que la pasta base c'est le crack du pauvre. Il a été obser-



Activité sportive des jeunes

Photo: F. Moulin

vé que ce produit se consomme essentiellement dans les secteurs les plus défavorisés et par une population parmi les plus jeunes de la société (43% des consommateurs ont entre 13 et 18 ans). Cela est dû à son prix relativement bas qui se situe aux environs de 50 pesos (env. 2 francs suisses) la dose. Les petits vendeurs/consommateurs fractionnent encore les doses et les coupent avec n'importe quel produit. De ce fait un consommateur de pasta base ne sait jamais ce qu'il inhale exactement.

Le phénomène prend une ampleur telle que les autorités sont débordées. Il existe une multitude de points de vente plus ou moins connus mais la ville n'a pas les moyens d'éradiquer le problème. Les conséquences désastreuses de cette consommation sont visibles sur toute une frange de la population marginalisée. Des comportements violents et incontrôlables sont parmi les effets les plus observés avec une insécurité en forte augmentation. Sans parler des effets à long terme qui, même s'ils sont encore peu connus, laissent apparaître des séquelles psychiques et sociaux irréversibles.

Frédéric Moulin

Automne en Suisse, printemps en Uruguay

Marta Suanes est assistante sociale à Montevideo au sein de l'association partenaire de GVOM, El Abrojo (www.elabrojo.org.uy) En automne 2006, elle a séjourné en Suisse dans le cadre d'un échange Sud-Nord. Impressions...

Paysages, couleurs, personnes, symphonie... Un temps de rencontres, de connaissances, d'échanges avec des organisations et des gens, qui de part et d'autre de l'Atlantique, partagent des rêves et des utopies.

Trois mois après mon retour en Uruguay, l'écho des expériences et des savoirs-faire développés par des personnes et des organisations en Suisse est bien présent. Comme ici, en Uruguay, il témoigne des propositions sociales et éducatives en faveur des personnes qui, en plein XXIème siècle, subissent l'inégalité et la marginalisation.

Peut-être est-ce là l'une des principales leçons de cette expérience d'échanges: partout, même au centre de l'Europe, il existe des situations d'inégalité et des personnes socialement vulnérables. Ces citoyens nous confrontent à une problématique morale et politique qui va au-delà de la dichotomie entre pays pauvres et pays riches: là-bas comme ici, la recherche de la justice sociale et de meilleures conditions de vie est un défi quotidien.

Ce défi fait partie des objectifs des organisations qui soutiennent les enfants en situation de rue, les adolescents ayant maille à partir avec la justice, les immigrés sans papiers et ceux qui cherchent à se former pour trouver un emploi dans différentes villes de Suisse.

Histoires croisées

Nos deux sociétés sont unies par des histoires croisées: au XIXème siècle, des Suisses alémaniques et des Tessinois émigrèrent de l'autre côté de l'Atlantique; leurs descendants forment aujourd'hui une partie des habitants des petites villes situées au bord de la rivière Uruguay, telle Colonia Suiza ou Colonia Valdense.

Deux siècles plus tard, et avec les mêmes espoirs, nombreux sont les Latinoaméricains, dont quelques Uruguayens, qui viennent chercher au Nord, en Suisse et dans d'autres pays européens, de meilleures opportunités économiques.



Marta Suanes sur son lieu de travail

Photo: C. Holderegger

Ils arrivent chargés d'espoir. Ils tentent de s'adapter à un monde différents, résignés face aux pertes qu'ils doivent subir.

Dans mon court mais intense séjour dans différentes villes de Suisse, j'ai pu voir et palper le phénomène de la muticulturalité: à Lausanne, dans les quartiers multiculturels et avec la Bourse A Travail qui offre une formation aux femmes migrantes; à Zürich, avec l'espace hispanophone de la Radio Lora et le programme de formation sociale et de travail de Vert.igo pour les jeunes; à Genève, avec les différentes activités de l'Unité d'action communautaire des Grottes ainsi qu'avec les jardins communautaires dans le centre même de Genève...

Regards sur l'immigration

Avec mes yeux d'étrangère, mais avec un regard de professionnelle, j'ai partagé des réfexions et des veillées avec ceux qui observent et qui analysent le phénomène de l'immigration et ses implications; avec ceux qui émettent certaines peurs comme avec ceux qui travaillent pour les droits des sans papiers ou des émigrés.

Lors de chaque rencontre avec les organisations et les personnes, dans une langue ou dans le mélange de plusieurs langues, j'ai partagé les expériences, les certitudes et les doutes qui alimentent les utopies pour une société plus juste.

Le rythme de cette expérience d'échanges a été intense; la diversité

des projets que j'ai découverts a été stimulante. Chacun d'eux m'a beaucoup appris de cette société où l'efficience, la précision, la ponctualité et la courtoisie sont toujours présentes.

Au niveau personnel, j'ai découvert non pas une mais plusieurs Suisses. La Suisse alémanique avec ses vertes collines, ses fêtes et cantiques montagnards; la "Suisse profonde" qui montre avec fierté les plus nobles de ses traditions (en plus de l'immense variété de fromages, boissons et repas exotiques), avec ses habitants simples et de bonne humeur qui ont accepté de boire le mate avec moi.

L'autre Suisse, où siègent nombre d'organisations internationales, Suisse aux villes multiculturelles dans lesquelles beaucoup de gens savent l'espagnol, cette Suisse dynamique sans jamais être échevelée, étonne par ses styles architectoniques et urbains qui lui permettent de conserver une taille humaine. C'est ainsi que j'ai pu "revivre Montevideo" sur la rive du lac Léman.

D'un point de vue professionel, je remercie GVOM et toutes les organisations qui m'ont reçue et qui se sont intéressées à connaître ce petit pays du Sud qu'est l'Uruguay. Cette expérience d'échange Sud-Nord a été une occasion unique de pouvoir découvrir une société diverse, en plein débat quant aux aspects sociaux et politiques qui font son identité et son histoire.

Je souhaite à la Suisse de pouvoir se diriger vers une intégration harmonieuse de tant de diversités culturelles, à l'image des forêts en automne, qui, lors de mes promenades dans les Alpes montraient une harmonieuse palette de couleurs. A toutes les femmes et tous les hommes qui partagent cette utopie, un salut depuis l'Uruguay, petit et beau pays du Sud.

Merci.

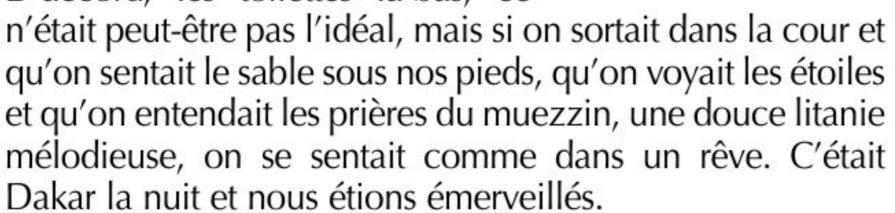
Marta Suanes Traduction Cécile Hétault

De La Chaux-de-Fonds au Sénégal

Un groupe d'adolescents suisses de La Chaux-de-Fonds sont partis en juillet 2006 pour rénover le ponton avec les jeunes de Soucoutas, Sénégal. Action Jeunesse et Environnement (AJE) est une ONG dont le siège central est dans l'arrondissement de Pikine, situé en banlieue de Dakar. Pour plus d'information, voir Point? n° 31.

Tout a donc commencé le 15 juillet, tôt le matin. Après de longues préparations, bagages, finale de coupe du monde et recommandations des parents, nous nous sommes finalement retrouvés à l'aéroport de Genève et au revoir la Suisse!

Arrivés à Dakar après une petite escale plutôt amusante (vive les salles VIP), mais aussi assez longue à Madrid, nous avons recueilli les premières impressions: il fait chaud et humide, on a soif (très soif), il y a des moustiques et le sac de Pascaline s'est perdu quelque part entre Genève et Dakar. C'est la catastrophe! Mais après un moment d'attente, nous avons finalement trouvé à boire et Judith, qui nous a accueillis très chaleureusement à l'aéroport, nous a amenés vers l'école dans laquelle nous allions passer notre première nuit. D'accord, les toilettes là-bas, ce





Rénovation du ponton

Soucouta

Le lendemain, nous voilà partis pour quelques heures de voiture. Au début c'était l'excitation et la joie (regarde, làbas, là-bas, et là, t'as vu? C'est trop beau!), puis, c'était le sommeil plus ou moins profond. Mais nous avons finalement atteint notre destination: Soucouta. Nous y avons été accueillis comme des rois. Tout le village s'était réuni afin de fêter notre arrivée et ils ont dansé, ils ont chanté, tout était coloré et joyeux, les gens étaient souriants... Même le chef du village nous a souhaité la bienvenue en Wolof. Mais surtout, nous avons enfin vu les jeunes qui allaient travailler avec nous durant trois semaines: Babacar, Lamine, Khady, Fatou, N'Deye, Ibrahima, Niang, Adama, N'Della, Abdoulaye, Boubacar et encore une fois N'Della. Après la fête, nous sommes tout de suite allés là où était prévue la construction du ponton. Nous nous sommes assis au bord de l'eau et nous avons longtemps discuté. Quand nous sommes allés manger, il faisait nuit et nous étions déjà amis. Le matin, commence enfin le vrai travail. Nous transportons des cailloux avec des brouettes et autres, nous mettons les petits cailloux dans les brouettes avec des pelles... et il fait chaud !!!! Ah, la chaleur du Sénégal !! On fait des pauses toutes les 10 minutes pour aller à l'ombre, fumer une cigarette ou parler avec les autres, qui eux fument une cigarette ou s'ennuient en attendant que quelqu'un vienne

leur parler. Ensuite on mange du bon poisson avec du bon riz et une bonne sauce, comme on n'en fait malheureusement pas en Suisse. L'aprèsmidi, nous travaillons également, puis, le soir, nous allons à la piscine. Même si l'eau est chaude, ça fait du bien. On goûte également à la bière Sénégalaise appelée «Gazelle, qui est assez bonne, pour résumer les divers avis des experts suisses».

Ainsi donc, on s'habitue gentiment à ce tout nouveau mode de vie sénégalais. L'ambiance est plutôt bonne, mais on remarque quand même que de passer trois semaines ensemble, c'est pas facile. Il y avait plus de tensions entre les Suisses qu'entre les Suisses et les Sénégalais.

Je ne vais pas trop parler du travail que nous avons fait, car je n'y comprends rien à la construction d'un ponton, même après y avoir participé et si je voulais vous expliquer, vous n'y

comprendriez rien non plus. Sachez juste que nous avons travaillé quand même plus ou moins dur, tout dépendait de la marée, mais que nous n'avons malheureusement pas réussi à finir totalement le ponton. Je vais donc plutôt parler des diverses visites que nous avons faites.

Visites

Le 15 juillet, quatrième jour de chantier, nous sommes allés visiter l'île aux coquillages, une île magnifique, composée, vous l'aurez deviné, surtout de coquillages.

Nous avons fait le tour de cette île en parcourant des chemins plus ou moins périlleux, puis nous sommes allés nous baigner. Là, malheur à ceux qui subissaient le jeu des questions-réponses, jeu qui consiste à attraper une victime au hasard, la tenir par les pieds et la tête, lui poser ensuite des questions auxquelles elle ne pourra de toute façon pas répondre, et comme elle ne répond pas, la couler. Au retour, nous avons chanté sur les pirogues. L'atmosphère était détendue et joyeuse. Le soir cependant, nous avons appris que les Sénégalais n'avaient plus le droit d'aller à la piscine. Il semblait que certains d'entre eux se soient baignés habillés et sales. Salades! Le seul qui avait fini à l'eau habillé était Alain et sales nous l'étions tous... avant la douche! La décision ne s'est pas faite attendre, les Sénégalais ne peuvent plus aller à la piscine, les Suisses n'iront pas non plus.

Le lendemain, dimanche 16 juillet, nous sommes allés visiter une autre île, l'île de Bamboung, touristique mais très belle. Nous étions dans des petites maisons de vacances où il y avait même, tenez vous bien, des robinets! L'après-midi, nous sommes allés faire du canoë. Si vous imaginez un petit

tas de canoës voguant doucement et tranquillement dans l'eau salée, détrompez-vous! Au bout de quinze minutes, le premier groupe de l conquérants avait retourné premier canoë. Suite à cet acte ignoble, c'était la guerre.

Le lundi 17, retenez bien cette date, ce fut une journée de massacre. Le jour ou une partie d'entre nous i (Pascaline, Matthieu-Louis, Bruno, Pascal, Bamba, Niang, Adama, Bouba, les deux N'Della et moi) est allée à Kaolak. Kaolak, ah quelle belle ville! Réputée la plus sale et la plus chaude du Sénégal. Cette réputation, nous l'avons constaté, est méritée. La chaleur est étouffante, les odeurs de poisson et de fruits pourris sont omniprésentes, le marché, même couvert nous achève. Bruno et Pascal ne se sentant pas très bien, nous sommes rapidement rentrés. Mais il était déjà trop tard. Kaolak Fête au village avait sévi. Le soir même, Bruno,

Matthieu-Louis et Pascal étaient malades. Valentin aussi, mais pour des raisons étranges et inexplicables. Mais après quelques délires fiévreux étranges, des toilettes salies et une visite à l'hôpital pour Valentin, Pascal et Matthieu-Louis, tout est rentré dans l'ordre.

Quelques jours plus tard, nous sommes allés visiter un fromager, c'est un arbre immense, le plus grand du Sénégal. C'était très impressionnant. Le même jour, nous avons également vu la fosse aux serpents. C'était moins impressionnant. Il y avait un ou deux serpents dans un trou, vivants ou morts, c'est un mystère. Et voilà la fosse aux serpents. En fait c'était un attrape touriste. Un autre jour, des enfants ont fait un concours de lutte sénégalaise. C'était très drôle, et il ne faut pas trop provoquer les petits garçons, car ils peuvent faire très mal. Miloud en a fait l'expérience. La lutte sénégalaise lui est fortement décon-



Un fromager, le plus grand arbre du Sénégal



seillée. Autre événement majeur du voyage: le match de foot. Imaginezvous: il y a les Suisses et les Sénégalais de notre groupe d'un côté, et l'équipe de Soucouta de l'autre. Nous voilà partis pour de la pure folie. Les Suisses, pas particulièrement sollicités, étaient fâchés, Luc au but, était perdu. Miloud a marqué un auto-goal qui heureusement n'a pas compté; les Sénégalais ont joué aussi bien que l'équipe nationale suisse et l'arbitre n'a pas voulu arrêter le match. Résultat: égalité.

Mais le jour du départ approchait à une vitesse folle. La veille, la sœur de Khady est morte. On ressentait sa disparition dans tout le village. Il n'y avait pas de bruit, pas de cris d'enfants et pas de rires. Nous sommes allés présenter nos condoléances à la famille et nous étions tristes et mal à l'aise. Le soir, la fête proprement dite de départ a été en

partie annulée. Un jour de deuil, il n'y a pas de musique. Alors nous avons mangé tous ensembles et nous sommes allés nous coucher. Le lendemain, c'était le départ: les larmes et la tristesse. Tout le monde nous a fait signe depuis le ponton lorsque nous sommes partis en pirogue. Deux Sénégalais sont venus avec nous jusqu'à Dakar: Fatou et Babacar. Le voyage en pirogue était très beau, nous avons même vu des dauphins! Nous sommes encore allés visiter l'île de Gorée, où se trouve la maison des esclaves. C'était assez impressionnant et nous n'étions pas fiers d'être des Toubabs. Puis l'heure de partir est arrivée. Au revoir le Sénégal, les taxis qui roulent en pièces séparées, les enfants qui nous courent après dans les rues (Toubabs, Toubabs), les odeurs, la chaleur, les bus colorés, les sourires, les larmes, les arbres, les moutous-moutous, les serpents, la chèvre folle, les amis. On reviendra, pour sûr!

Lydia Schenk

Cindy historienne, s'est envolée en janvier pour le Nicaragua. Dans le cadre d'un stage auprès d'Odesar, un partenaire de longue date de GVOM, Cindy participe à un processus de systématisation des expériences de développement local menées par Odesar à San Dioniso. Il s'agit d'un travail de récolte d'informations auprès de la population bénéficiaire et auprès du personnel d'Odesar engagé dans ces activités de développement local, d'organisation de ces données et de leur retranscription analytique.

Simon et Marieke sont partis en février pour le Guatemala et travailleront dans la partie sud-ouest du pays. Ils vont être affectés auprès d'un nouveau partenaire d'Eirene Suisse, à savoir CODECA. Il s'agit d'une association basée à Mazatenango et active dans le développement de communautés rurales notamment dans le domaine agricole, pour la défense des droits des petits paysans et pour le partage des terres.

Roger est parti fin janvier pour 2 semaines pour une visite institutionnelle aux deux partenaires d'Eirene Suisse au Tchad: au RAPS (Réseau de partage et de soutien) dans le domaine agricole et au CFIK (Centre de formation en informatique). Deux nouvelles affectations sont en préparation.

Jérôme a également fait une visite institutionnelle au Nicaragua, débutée fin février. Ce voyage lui permettra de rencontrer les membres de la coordination, les volontaires d'Eirene Suisse sur place et les organisations partenaires (CESESMA, Los Pipitos et Xilonem).



Pas facile d'atteindre ce but

Motivé depuis toujours par l'environnement social et désireux d'avoir une expérience dans ce domaine, je suis arrivé au sein de l'association BAT par l'intermédiaire de la fondation «mode d'emploi» et en accord avec le CSR. Mon parcours professionnel est un peu chaotique: après un apprentissage de libraire qui ne m'avait pas convenu, j'ai fait un diplôme de commerce et eu quelques expériences de travail notamment au service d'aide familiale où j'ai pu avoir un contact social, avec des personnes âgées, tout en travaillant au bureau.

Quand je suis arrivé le premier jour à BAT, j'étais un peu intimidé par le fait de me retrouver directement en contact avec des personnes migrantes. Je dois dire que je ne connaissais pas bien cette partie de la population et que j'avais peur de ne pas pouvoir m'intégrer et de ne pas savoir comment je pourrais les aider. Cependant, j'ai de suite été mis en confiance par les travailleurs de cette association et est plongé vraiment dans leur quotidien. J'ai eu la chance de pouvoir commencer mon stage en aidant la personne qui donnait des cours de technique de recherche d'emploi, étant moi-même dans ce cas, c'était un peu troublant en premier lieu mais j'ai réussi à faire le pas et à donner mon avis et transmettre mon expérience.

L'entente avec les personnes qui suivaient ce cours, toutes des femmes venues de divers horizons mais allant toutes dans la même direction, à savoir une meilleure intégration en Suisse par le biais du travail, s'est faite spontanément et dans le respect de chacun en tenant compte des différents caractères et vécus des personnes. Cet aspect a soulagé mes craintes et m'a encouragé à donner le meilleur de moi-même et à poursuivre dans cette voie.

Maintenant, je pars sur un projet de création d'entreprises à caractère social pour que les personnes, notamment venues de l'étranger mais pas seulement, puissent démontrer leurs compétences et leur motivation tout en valorisant la formation qu'elles auraient suivie ici ou ailleurs. Je monte ce projet notamment en collaboration avec une animatrice de BAT qui me soutient activement. Parallèlement au travail que j'effectue dans cette association, je m'aperçois des attentes et des besoins qu'il faudrait combler. La réalité du terrain m'offe cette chance.

Jamais je n'aurais pensé pouvoir moimême créer un projet d'une telle envergure mais en voyant le manque de moyens des associations, les problèmes d'insertion des personnes migrantes et surtout leur grande motivation à travailler, cela m'a encouragé à franchir le pas et à apporter mon soutien à ces personnes tout en sachant que cela ne serait pas facile. Il faut simplement faire preuve de courage et de détermination,



L'équipe de préparation du buffet

Photo: BAT

malgré les difficultés, quand on sait que c'est pour le bien d'autrui, car en aidant l'autre, d'une certaine façon on s'aide soi-même.

Césaire Galliot



Suisse

Nadja et François Godi-Glatz Ch. du Franoz 11 1038 Bercher Tél: 021 887 88 12

www.eirenesuisse.ch

Abonnements:

EIRENE

Cotisation annuelle EIRENE Suisse: Frs 50.-CCP: EIRENE Suisse La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GNOM

Cécile Hétault Ch. de la Prairie 9 1720 Corminbœuf Tél: 026 475 56 14

www.einheitskasse-ja.ch

www.gvom.ch

CCP: GVOM Lausanne 10-20968-7



La santé est un droit fondamental qui ne

peut faire l'objet d'aucun marchandage!

Bourse A Travail Rue Curtat 6 1005 Lausanne Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11 E-mail: bat.pv@freesurf.ch CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-

Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, C. Hétault

Ont participé Textes: R. Delisle, J. Melián, F. Moulin, M. Suanes, L. Schenk, C, Galliot, B. Faidutti Lueber,

à ce numéro: C. Hétault, N. Godi Glatz, A. Monard

Photos: D. Caselli, F. Moulin, C. Holderegger, A. Schwaar, BAT

Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle

Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch